

"J'attends de l'ESS qu'elle soit OFFENSIVE"

UN MILLIARD D'EUROS POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

sur la durée du quinquennat, c'est l'engagement de Christophe Itier, le nouveau haut-commissaire chargé de ce secteur auprès du Gouvernement.

Son principal objectif: identifier les innovations sociales locales les plus efficaces pour les transformer en solutions nationales et les essayer.

Le temps du fameux changement d'échelle de l'ESS, souvent annoncé mais jamais vraiment réalisé, serait-il enfin venu?

 **Propos recueillis par Lionel Favrot**

L'Économie sociale et solidaire n'a pas semblé être une priorité pour Emmanuel Macron au début de son quinquennat.

Est-ce qu'il s'y intéresse vraiment?

Christophe Itier: Bien sûr! Si beaucoup d'entrepreneurs sociaux ou de dirigeants associatifs se sont fortement engagés dans sa campagne présidentielle, notamment Jean-Marc Borello, Catherine Barbaroux, Thibault Guilluy et moi-même, c'est bien parce qu'Emmanuel Macron porte une vision de l'ESS. Pour lui, ce n'est pas une économie à part, mais un levier d'innovations sociales qui peut concourir à la transformation et à la croissance de notre modèle de développement économique et social français.

Qu'est-ce qui intéresse le président de la République dans l'ESS?

Sa manière d'entreprendre plus vertueuse, qui attache plus d'importance à sa finalité sociale et environnementale qu'au profit en soi, mais aussi ses initiatives en matière d'insertion professionnelle, de lutte contre l'illettrisme, de décrochage scolaire, d'économie circulaire...

Vous-même, lors des 8^e trophées régionaux de l'ESS⁽¹⁾, vous aviez reconnu que "de mauvais signes" avaient été donnés à l'été 2017. Qu'avez-vous fait à votre niveau pour les dépasser?

Dès le lendemain de ma nomination en septembre 2017, j'ai réuni le Conseil supérieur de l'ESS pour lancer une grande consultation. Par ailleurs, j'ai multiplié les rendez-vous bilatéraux car tout ne peut pas se dire dans une instance telle que ce conseil. Soit plus de

200 rendez-vous pour entendre l'ensemble des familles de l'ESS.

Quel a été le résultat de cette grande consultation?

Une stratégie à 5 ans de développement de l'ESS, ce qui va nous permettre de vraiment balayer l'ensemble des sujets: la représentation politique de l'ESS, les leviers de croissance des entreprises, la commande publique, la finance solidaire, le mécénat... Nous voulons offrir de la visibilité à l'ensemble des acteurs de l'ESS qui, comme toutes les entreprises, ont besoin d'un environnement stable pour réussir et surtout des leviers de croissance.

Pourquoi créer ce label French Impact si l'ESS a déjà une place dans la politique économique du Gouvernement? →

"Pour Emmanuel
Macron, l'ESS n'est
pas une économie
à part, mais un
levier d'innovations
sociales qui peut
concourir à la
transformation
et à la croissance
de notre modèle
de développement
économique et
social français"





"On va mettre en place des réseaux de hackers French Impact qui vont être des fonctionnaires chargés d'aider, au niveau territorial, à une simplification de la complexité de nos politiques publiques autour de l'innovation sociale, et au niveau central, à déverrouiller les normes réglementaires"

© ERIC SQUIDANI / ALPACA

→ Pour bien signifier qu'à côté de l'innovation technologique, il y a aussi l'innovation sociale. Créer une bannière autour de l'ESS, c'est un engagement d'Emmanuel Macron pour marquer cette reconnaissance et lancer une nouvelle dynamique. On s'est clairement inspiré du label French Tech pour montrer que l'innovation sociale fait partie des savoir-faire français, et que les associations, coopératives, entreprises, banques ou mutuelles de l'ESS en sont les premières porteuses. On assume complètement le parallèle avec la French Tech, puisque nous sommes convaincus que l'ESS fait partie des éléments de compétitivité et d'attractivité de la France.

On sent quand même Emmanuel Macron plutôt attiré par les start-up du numérique ou le rayonnement international de la France, que par l'ESS!

Mais l'ESS est également exportable. En Europe, je sens même une attente très forte de la France

pour qu'elle prenne le leadership sur l'ESS, qui intéresse aussi les pays émergents en voie de développement par les nouveaux modes de coopération qu'elle sait mettre en œuvre.

Ce French Impact, est-ce davantage qu'une stratégie marketing?
Oui, ce n'est pas qu'une bannière : c'est un accélérateur d'innovations sociales! L'objectif est de créer un environnement qui permet de mieux repérer ce qui marche dans les territoires, partant du constat que les politiques publiques, malgré tout le talent et les moyens qu'on y consacre, sont en échec parfois sur certaines thématiques : le décrochage scolaire, le chômage des jeunes et des personnes en situation de handicap, le chômage de longue durée, la transition écologique...

Et l'ESS a des solutions?

On constate partout des innovations en matière de dispositifs ou

de partenariats, conduits par des associations, des collectivités et des entreprises, qui arrivent à trouver des réponses à ces problématiques. Mais on n'arrive pas à en faire des solutions nationales. C'est donc la promesse du French Impact : identifions les innovations sociales locales pour en faire des solutions nationales et démontrer que ce changement d'échelle est possible.

Cela fait des années qu'on annonce ce changement d'échelle pour l'ESS. Compte tenu de votre expérience, pourquoi pensez-vous qu'avec le French impact, il serait enfin réussi?

D'abord par la conception de cet accélérateur d'innovations sociales. Ce n'est pas un dispositif centralisé et pensé depuis l'État. On a mis la société civile au cœur du dispositif. Entrepreneurs sociaux, dirigeants associatifs... Ils sont plus de 200 à avoir contribué à son design et ils vont continuer à le faire. On va

vraiment être dans un mécanisme de coconstruction pour coller aux besoins des entreprises. Le deuxième élément, c'est la démarche du Gouvernement qui va s'appuyer sur cinq piliers, pour faire de cet accélérateur un véritable catalyseur, et qui sont aussi les conditions de sa réussite.

Quels sont ces cinq piliers du French Impact ?

Le financement de la croissance avec la création d'un fonds d'amorçage pour favoriser le passage du concept à la réalité. Ce qui s'adresse aux start-up et aux petites associations. Ce financement passe également par la création de fonds de croissance pour justement accompagner le changement d'échelle. L'ESS est fondée sur des modèles économiques particuliers où les systèmes de financement et d'investissement existants ne sont pas forcément adaptés. La question de la réglementation sera aussi abordée car, tous ceux qui innoveront le savent, la réglementation est pavée de bonnes intentions, mais bien

souvent, l'innovation bouge les lignes. Or, faire le tour des administrations pour faire bouger ces lignes réglementaires, c'est extrêmement chronophage quand on est dirigeant associatif, ou dirigeant d'entreprise.

Comment comptez-vous faire évoluer cette réglementation ?

On va mettre en place des réseaux de hackers French Impact qui vont être des fonctionnaires chargés d'aider, au niveau territorial, à une simplification de la complexité de nos politiques publiques autour de l'innovation sociale, et au niveau central, à déverrouiller les normes réglementaires. Le financement et la réglementation, ce sont pour moi les deux leviers principaux de cet accélérateur.

Je vois aussi un autre aspect: la mesure de l'impact. C'est essentiel pour démontrer son efficacité quand on innove. Mais ces outils sont aujourd'hui réservés aux acteurs importants qui en ont les moyens. On réfléchit donc à ouvrir davantage les données publiques

pour accélérer cette mesure de l'impact par tous les acteurs, grâce à un dispositif open source.

La Métropole de Lyon s'est déclarée prête à devenir un des laboratoires de ce dispositif.

Quel va être le rôle des territoires ?

On va ouvrir un appel à candidatures permanent en direction des territoires pour qu'ils deviennent des supports juridiques de cet accélérateur d'innovations sociales. Et c'est le cinquième pilier: des territoires French Impact pour accompagner les entreprises au plus près des territoires. Certains ne nous ont pas attendus. La Métropole de Lyon, à travers son président, mène une politique très proactive. D'ailleurs, c'est aussi la première agglomération à m'avoir proposé d'organiser le French Impact Tour.

On reproche souvent à Emmanuel Macron d'être surtout le président des métropoles et d'oublier les territoires ruraux...

Nous n'allons pas nous adresser qu'aux grandes collectivités locales. →



→ Notre idée, c'est de permettre à tout l'écosystème de l'ESS de monter en compétence. Là aussi, ils ne nous ont pas attendus. Je pense par exemple aux Fermes de Figeac, en Lozère, qui se sont organisées en PTCE, à la dynamique start-up de territoire à Romans-sur-Isère dans la Drôme, ou au Générateur Bourgogne Franche-Comté. D'ici fin 2018, on aura visité tous les territoires.

À part ce French Impact Tour, quelles vont être vos premières actions concrètes ?

On a commencé par un appel aux pionniers du French Impact, ce qui s'adresse plutôt aux grosses structures prêtes au changement d'échelle national. Un second, plus centré sur l'amorçage, sera ouvert à l'ensemble de la communauté ESS pour accompagner les structures prêtes à la croissance. Il y aura aussi une plateforme numérique pour permettre à tout un chacun d'adhérer à cette démarche et d'être informé. Cela nous servira aussi à cartographier l'ensemble des acteurs géographiquement. On a donc également lancé cet appel aux territoires pour qu'ils puissent s'organiser et être labellisés French Impact.

Comment cela s'articule avec le Pacte de croissance porté par Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie ?

L'ESS a toute sa place au sein du Pacte de croissance porté par Bruno Le Maire. Nous allons glisser un certain nombre de ces mesures dans son volet engagement sociétal et partage de la valeur. Notamment pour améliorer les conditions d'accès à l'agrément ESUS⁽²⁾. Nous allons profiter de ce pacte mais nous aurons également besoin d'autres supports législatifs pour porter de nouvelles évolutions en 2019.

Combien comptez-vous investir pour l'ESS ?

Un milliard d'euros va être mobilisé sur l'ensemble du quinquennat. On s'engage vraiment avec l'ensemble des partenaires, publics et privés, avec une ambition collective.

Certaines des annonces du Gouvernement inquiètent pourtant le monde de l'ESS, notamment ce projet "d'entreprises à mission"...

Il faut d'abord préciser de quoi on parle. Il s'agit d'entreprises classiques qui décident, au-delà de la réalisation de profits, de se doter d'une mission à enjeux sociétal et environnemental. Elles vont pouvoir s'emparer d'une cause : cela peut être l'économie circulaire, le traitement des déchets, la faim dans le monde... En revanche, il n'est pas question d'élargir les avantages fiscaux et des exceptions réglementaires de l'ESS, à ces entreprises à missions. C'est simplement permettre à des entreprises d'ajouter une mission dans leur objet social.

Une nouvelle occasion de "social washing" ?

Non. Je crois que beaucoup d'entreprises ont compris qu'elles doivent évoluer, et passent à l'action. Prenez Emery Jacquillat, le patron de la CAMIF, une société de ventes à distance. Plutôt que de profiter de la surconsommation du Black Friday, il a fermé son entreprise et proposé à ses salariés de s'engager sur des actions en faveur de l'économie circulaire. Non seulement il a considéré que ce Black Friday ne correspondait pas aux valeurs de son entreprise mais il a proposé à ses salariés de s'engager au service de l'intérêt général. Moi, je trouve cela plutôt vertueux.

Qu'est-ce qui vous semble si important dans ce concept d'entreprise à mission ?

Ce qu'on est en train de vivre, c'est un moment historique. Si nous parvenons à faire modifier le Code civil pour intégrer le fait que les entreprises ne sont pas là uniquement pour faire du profit mais qu'elles ont aussi une responsabilité environnementale et sociétale, on aura, pour le coup, fait bouger les lignes. C'est déjà le cas dans les pays scandinaves sans pour autant que cela émeuve l'économie sociale.

Mais en France, on oppose encore souvent l'économique et le social...

Ce n'est plus le sens de l'histoire. Aujourd'hui, face à de tels enjeux, chacun doit faire sa part pour contribuer à la réalisation d'un impact positif sur le plan social et environnemental. Considérer que d'un côté, nous aurions l'économie de la réparation et de l'autre, l'économie de la performance, cela ne peut plus fonctionner. Les consommateurs sont de plus en plus vigilants sur comment est fabriqué le produit ou le service qu'on leur propose, qui est vraiment l'entreprise dont ils sont clients... La pression des citoyens et des consommateurs apparaît de plus en plus forte. Il faut aussi se rendre compte des attentes des nouvelles générations de collaborateurs. Leur premier critère d'attractivité pour le choix d'une entreprise, c'est le sens de son activité.

Mais comprenez-vous les inquiétudes de l'ESS ?

Ce qui est quand même curieux, c'est que l'ESS, qui pèse pourtant 10 % du PIB, soit autant sur la défensive ! Moi, j'attends plutôt des entreprises de l'ESS qu'elles soient offensives sur le sujet plutôt qu'en

mode défensif. Contrairement à ce que je lis parfois, il n'est pas question d'une dissolution ni même d'une dilution de l'ESS. Je trouve même plutôt positif pour l'ESS que des entreprises souhaitent répondre à des missions sociales. Les structures de l'ESS devraient les rencontrer pour leur proposer de partager leur expertise sur ces sujets-là.

En fait, l'ESS ne se rend pas compte qu'elle aurait inspiré les autres entreprises?

L'ESS a finalement eu raison avant tout le monde. Aujourd'hui, elle doit être offensive

pour polliniser l'ensemble de l'économie et être motrice dans la mutation des modèles d'entreprise classique.

Comment dépasser ces réactions défensives?

L'ESS doit être plus forte politiquement pour faire valoir ses spécificités et son modèle. C'est un autre chantier que j'ai ouvert. Il y a d'abord un problème de lisibilité de l'ESS qui pèse énormément: elle compte 200 000 entreprises et 2,5 millions de salariés mais elle passe, à ses dépens, sous le radar d'un certain nombre de politiques publiques. Cet aspect-là est pro-

blématique. Prenez le MEDEF: il est indépendant et porte ses revendications en avançant des propositions. Aujourd'hui, l'ESS n'est pas assez lisible et puissante pour le faire. J'ai donc invité les représentants politiques et institutionnels de l'ESS à réfléchir de quel mode de représentation et de gouvernance elle pourrait se doter pour être politiquement beaucoup plus forte. ■

⁽¹⁾ 8 trophées régionaux de l'ESS organisés par CoopMag, la société éditrice de Mag2 Lyon et de ce hors-série, novembre 2017

⁽²⁾ Voir vocabulaire de l'ESS p. 101



"L'ESS doit être plus forte politiquement pour faire valoir ses spécificités et son modèle. C'est un autre chantier que j'ai ouvert. Il y a d'abord un problème de lisibilité de l'ESS qui passe, à ses dépens, sous le radar d'un certain nombre de politiques publiques"

© ERIC SODANI / ALPACA